

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



49643
Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/INR/188
31 mars 1971

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
CEA/OUA Conférence des Ministres de l'industrie
Addis-Abéba, 3 au 8 mai 1971

L'OPINION DE L'INVESTISSEUR ETRANGER SUR LE CLIMAT DE
L'INVESTISSEMENT DANS L'AFRIQUE EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

49643

E71-713

I. INTRODUCTION

1. La nécessité d'exposer l'opinion des investisseurs privés étrangers sur le climat de l'investissement dans l'Afrique en voie de développement provient de deux éléments distincts qui caractérisent la situation économique de l'Afrique. En premier lieu, il y a l'écart important ^{1/} entre le taux global d'investissement et le niveau de l'épargne dans les différentes économies. Cette dépendance des ressources extérieures, qui ira fort probablement en s'accroissant au fur et à mesure que s'accroîtront les besoins d'investissements au cours de la deuxième Décennie du développement, est dans l'Afrique en voie de développement même plus grave que dans les autres régions sous-développées, car le continent africain manque davantage des aptitudes de toute sorte indispensables au développement économique moderne. En second lieu depuis 1960 la composition des courants internationaux de ressources provenant des pays membres du CAD a connu un changement très net, qui joue au détriment de l'assistance publique au développement et en faveur des investissements directs et des crédits à l'exportation alimentés par les capitaux privés. C'est ainsi qu'en 1969, ^{2/} les apports de capitaux privés se sont élevés à 6 milliards 277 millions de dollars des E.U. contre 2 milliards 352 millions de dollars des E.U. fournis au titre de l'assistance publique au développement proprement dit. Selon toutes les indications disponibles, cette évolution en faveur des apports de capitaux privés se poursuivra.

^{1/} Le tableau ci-après qui illustre cet écart, est fondé sur des chiffres relatifs aux années 1960-1967 présentés dans le rapport Pearson (tableau 2.2, p. 55) :

	Epargne en pourcentage du PNB	Investissement en pourcentage du PNB	(1) en pourcentage de (2)
	(1)	(2)	(3)
A. Pays industrialisés	21.7	21.2	102
B. Pays en voie de développement	15.0	17.8	84
C. Afrique en voie de développement	13.1	16.7	78

^{2/} Voir OECD observer, octobre 1970, p. 21.

2. A l'heure actuelle, les opinions des investisseurs étrangers entrent dans deux catégories. Dans la première sont regroupés les éléments positifs du climat de l'investissement que les économistes et bailleurs de fonds non africains ont souvent signalés. Dans la seconde catégorie sont résumés des éléments négatifs qui sont également connus. Le présent exposé n'implique pas que le secrétariat de la CEA partage l'une quelconque des opinions particulières qui y sont exprimées. Trois aspects de la situation aident toutefois à placer la perspective d'ensemble dans l'optique de l'investisseur privé étranger et ils doivent en tant que tels être présentés en termes explicites. Tout d'abord, comme on l'indique dans un autre document établi pour la réunion des ministres de l'industrie (E/CN.14/INR/189) et dans d'autres études rédigées par la CEA, l'éventail des bailleurs de fonds investissant dans des projets industriels s'est élargi depuis 1960 et comprend maintenant plus de 35 pays. C'est ainsi que, si l'on en juge d'après le critère le plus valable, l'investissement effectivement réalisé, on ne peut pas considérer que le climat de l'investissement, excepté dans certains cas particuliers, ait été dégradé par la politique contraire à leurs propres intérêts que poursuivent les pays africains en voie de développement essayant d'attirer les investissements privés étrangers. Deuxièmement, les pertes qui ont été indemnisées par les sociétés d'assurance-investissement dans les Etats-Unis d'Amérique, dans la République fédérale d'Allemagne et au Japon ne représentent que 1 p.100 de la valeur assurée aux termes des contrats intéressant tous les pays en voie de développement. Troisièmement, les investissements privés étrangers les plus exposés aux mesures de nationalisation (qui ne sont naturellement pas synonymes d'expropriation), sont d'après les renseignements disponibles ceux qui remontent à l'époque coloniale et non pas les investissements récents.

II. ELEMENTS POSITIFS DU CLIMAT DE L'INVESTISSEMENT

3. On indique ci-après les principaux éléments positifs qui contribuent aux yeux des investisseurs privés étrangers à créer un climat favorable à l'investissement :

i) L'existence plus ou moins généralisée dans les pays africains en voie de développement de stimulants pour les investisseurs étrangers, qui sont présentés dans un code unique ou sous une autre forme et qui ont un puissant effet favorable sur les apports de fonds liés aux projets susceptibles d'être financés ainsi que sur la rentabilité probable des réalisations issues de ces projets. Dans la plupart des pays, il existe de dispositions de différente teneur concernant notamment le transfert des bénéfices dans des conditions favorables ; le rapatriement éventuel du capital dans des conditions spéciales ; l'exonération pendant un certain temps de l'impôt sur le revenu, de la taxe sur le chiffre d'affaires, des droits d'enregistrement, des droits de timbre et d'autres taxes et impôts ; la stabilité des impôts et taxes frappant certains projets particuliers (généralement de grande envergure) ; les provisions pour amortissement accéléré ; l'exemption des droits de douane ou le remboursement des droits de douane acquittés ; la possibilité d'appliquer des mesures officielles de protection et la compensation dans le cas d'une nationalisation.

ii) L'existence d'institutions de financement et de sociétés de développement dans les pays africains en voie de développement ne contribue pas seulement à répartir les risques liés à l'investissement, mais beaucoup d'investisseurs étrangers la considèrent aussi comme une assurance de fait contre des mesures de nationalisation.

iii) Si un pays est réputé pour traiter équitablement et rapidement les affaires intéressant les investisseurs privés étrangers, cette renommée est naturellement due à l'action cumulative de milliers d'expériences individuelles. S'il est positif, ce facteur peut exercer une influence très sensible, particulièrement sur les décisions touchant l'implantation d'installations de production et de vente qui sont relativement indépendantes des conditions locales.

iv) L'aptitude des pays africains à tirer parti du coût moins élevé, dans l'absolu, de leur main-d'oeuvre (par rapport au coût de la main-d'oeuvre dans les pays développés), pour attirer les industriels étrangers tournés vers les marchés mondiaux, est limitée par différents facteurs et n'est pas aussi grande que celle de certaines autres régions en voie de développement^{3/}. Toutefois un certain nombre de faits intéressants traduisent l'effet favorable que ce facteur pourrait avoir à l'avenir sur le climat de l'investissement en Afrique.

v) L'Afrique en voie de développement a connu, par le passé, un climat dans une grande mesure libre de différends aigus et périodiques affectant les relations entre employeurs et salariés.

III. ELEMENTS NEGATIFS DU CLIMAT DE L'INVESTISSEMENT

4. On résume ci-dessous les éléments négatifs du climat de l'investissement. Outre les observations présentées dans l'introduction à la présente note - à savoir, l'accroissement considérable de l'investissement privé étranger depuis 1960, les pertes minimales enregistrées par les compagnies d'assurance-investissement des pays développés et la plus grande immunité des investissements récents aux mesures concrètes de nationalisation - il convient d'introduire deux autres arguments pour nuancer l'exposé qui suivra : Tout d'abord, les investisseurs privés étrangers ne constituent pas un seul groupe homogène en ce qui concerne leurs aptitudes, leur loyauté, leur disposition à accepter des risques et leur liberté d'idées préconçues et d'attitudes rigides. Deuxièmement, tous les éléments négatifs ne peuvent de toute évidence caractériser ni affecter la situation existant dans tous les pays et aux fins de leur présentation, ils ne sont pas classés ci-après selon leur importance.

^{3/} Pour une appréciation intéressante de cette évolution voir Standard Rose : Poor Countries Turn from Buy Less to Sell More Fortune, avril 1970, p. 90 et suiv.

i) Bien des investisseurs estiment qu'ils doivent faire face dans certains pays à une situation où des fonctionnaires qui changent souvent de fonctions, ne connaissent pas les responsabilités fondamentales de l'investisseur privé étranger (à l'égard de ses actionnaires) ni les pressions antagonistes qui s'exercent sur celui-ci.

ii) Les difficultés d'ordre administratif, considérées par opposition aux actes législatifs et aux grandes options fondamentales, ne ralentissent pas seulement la prise des décisions relatives à l'investissement par le bailleur de fonds privé étranger, mais les rendent aussi, plus coûteuses sans qu'il y ait une raison valable pour cet état de choses. Dans des cas extrêmes, l'inertie des rouages administratifs constitue, en pratique, une contradiction pure et simple des buts énoncés par l'Etat et exposés dans les plans.

iii) La peur de la nationalisation ou de l'expropriation hante de nombreux investisseurs potentiels ou réels, particulièrement dans le cas d'investissements petits ou moyens. L'adoption de différentes mesures de caractère socialiste ou quasi-socialiste déconcerte en règle générale les investisseurs étrangers, même s'ils ne sont pas directement visés.

iv) Pour des raisons diverses, certaines catégories d'investisseurs éprouvent, dans différents pays, un puissant sentiment d'hostilité à l'égard de l'étranger, et il s'y ajoute parfois ce que l'étranger considère comme un traitement défavorable réservé aux groupes d'expatriés résidant dans le pays.

v) Les changements fréquents et abrupts qui interviennent en matière de gouvernement, d'institutions, de politiques et de procédures font surgir dans l'esprit de certains investisseurs de sérieux doutes au sujet de la valeur des clauses formelles ou non formelles (implicites) énoncées dans un arrangement contractuel, quel qu'il soit.

vi) Certaines monnaies sont surévaluées, ce qui présente un risque important. Une position rigoureuse en matière de contrôle des changes engendre des doutes relatifs à l'aptitude du pays en question à faire honneur à ses propres engagements en matière de transfert des bénéfices, etc.

vii) Les communications sont souvent entravées par le fait parmi d'autres que les renseignements pertinents sont éparpillés dans une multitude de déclarations de principe ou de textes législatifs.

viii) Occasionnellement, des facteurs particuliers (qui peuvent être illustrés par le cas étrange où les droits frappant les matières premières sont supérieurs aux droits frappant le produit fini) ont une influence défavorable sur la situation de projets déterminés, et doivent être considérés par opposition aux facteurs généraux qui déterminent le climat de l'investissement, pris dans son ensemble.